

# **MOBILISONS NOUS !!**

## **POUR DÉFENDRE L'UNIVERSITÉ**

### **PUBLIQUE !**

### **CONTRE LA SÉLECTION SOCIALE !**

- **Application des réformes LMD/ECTS dans la majorité des universités**
- **Hausse des frais d'inscription** • **Budget de l'enseignement supérieur risible** • **Hausse des bourses inférieure à celle du coût de la vie** • **Précarisation des emplois** • **Décentralisation des CROUS** • **Recherche publique sinistrée** •

Telles sont les grandes lignes de la politique de l'enseignement supérieur pour l'année 2004-2005. Malgré les mobilisations estudiantines de l'année passée, le ministre de l'éducation, dans la droite ligne de ses prédécesseurs, continue la destruction de l'université publique, en appliquant méthodiquement les préceptes libéraux de privatisation : Budget public ridicule, « partenariats » public-privé à tout va, décentralisation.

#### **• La précarité, le lot quotidien de centaines de milliers d'étudiant-es**

En cette rentrée universitaire, la question sociale est sur le devant de la scène, en effet, le gouvernement préfère se cacher derrière l'écran de ses ordinateurs portable à un euro par jour pour mieux ignorer les problèmes financiers et sociaux de la majeure partie des étudiant-es.

La revalorisation du montant des bourses (pour les rares qui en touchent) est tellement faible qu'elle ne couvre même pas l'augmentation du prix du ticket RU, sans parler des augmentations de loyer, de l'augmentation du coût de la vie ni même du nombre de places en cité U, tellement dérisoire que nombre d'étudiant-es (notamment étranger-es) se retrouvent à la rue en ce début d'année.

De plus, la décentralisation des CROUS (Centre Régionaux des Œuvres Universitaires et scolaires) ne va faire qu'aggraver la situation. En ouvrant la possibilité aux régions et collectivités territoriales de gérer le logement étudiant, cette loi ouvre la boîte de Pandore, dans un premier temps elle instaure

une inégalité de traitement entre régions, et dans un second temps, elle tend à mettre en place la privatisation pure et simple des logements sociaux à destination des étudiant-es, avec tout ce qui s'en suit : augmentation des loyers, sélections, etc

#### **• LMD/ECTS : casse des droits et avènement de l'université marchande et concurrentielle**

Cette année marque le passage de la majorité des universités dans le nouveau système d'étude LMD (Licence/Master/Doctorat) avec l'application des ECTS (Système de crédits européens transférables). Avant les décrets Lang ECTS-LMD, les diplômés ayant le même intitulé sanctionnaient l'acquisition des mêmes savoirs, selon le principe de l'égalité de traitement des étudiant-es d'une université à l'autre. C'est ce qui garantit la valeur des diplômes reconnus par les conventions collectives et le Code du Travail, qui donnent des droits collectifs aux salariés. A l'heure actuelle, les diplômés deviennent non seulement locaux, mais aussi individualisés : grâce au supplément au diplôme, l'employeur connaît dans les détails le cursus universitaire de l'étudiant-e, et établit une hiérarchie entre les étudiant-es ayant théoriquement le "même" diplôme.

La comptabilisation en crédits ECTS met désormais sur le même plan les unités d'enseignement, les projets associatifs, le sport ou les stages. Ce système de crédits européens, sensé améliorer la mobilité européenne est un leurre, les crédits n'ont pas la même valeur dans les différents pays européens,

et les bourses de mobilités sont peaux de chagrin, les véritables obstacles à la mobilité étudiante sont financiers.

D'ores et déjà, dans les facs où cette réforme est appliquée, elle a entraîné la suppression des DEUG et maîtrise, la remise en cause de la session de septembre, la fin de la compensation entre les semestres et de nombreuses incohérences pédagogiques (unités transversales, mutualisation des cours...) Quand ce n'est pas la suppression pure et simple de diplômes, voire de filières entières, particulièrement celles jugées non rentables.

## • Loi de modernisation universitaire et budget 2004-5: l'université à deux vitesses

Le budget 2004-2005 entérine une nouvelle fois la politique d'abandon de l'enseignement supérieur, et prépare clairement le terrain pour le retour de la loi de modernisation des universités, aussi appelé loi d'autonomie, repoussée deux fois par les mobilisations successives des étudiant-es. En effet, le budget est comme les précédents une aberration face à l'état de pauvreté dans lequel végètent les universités, obligeant les universités à se tourner de plus en plus vers des financements d'ordre privé et/ou à augmenter les frais d'inscription.

Nous tendons à un système binaire :

- Deux types d'universités, les universités attractives, riches, pôles d'excellence, attirant les capitaux privés

et les autres.

- Deux types d'étudiant-es, celles et ceux qui pourront se payer leurs études sans travailler, des séjours à l'étranger, dans de bonnes conditions, et les autres, qui, tout simplement subissent la sélection sociale qu'impose cette politique.

Par ailleurs, afin d'attirer les capitaux privés, la création de licences professionnelles va bon train. En effet quoi de mieux que ces formations professionnalisantes, en relation avec le milieu économique local, qui apporte aux entreprises la main d'œuvre qu'elles auront commandé et aux étudiant-es le triste horizon d'un savoir faire unique et la dépendance au tissu économique local.

## • POUR LE SERVICE PUBLIC !!

Toutes ces attaques se placent dans la même offensive généralisée de destruction des services publics. Après les Télécoms, la poste, bientôt la SNCF, etc le gouvernement continue sa marche forcée vers la libéralisation progressive de l'enseignement supérieur, courant derrière le marché mondial de l'éducation, un marché plus que juteux. Une libéralisation qui ne dit pas son nom et qui en avançant sous les charmes trompeurs d'une « harmonisation » européenne ou d'une « modernisation » des universités conduit à une privatisation larvée de l'université.

**Il nous faut aujourd'hui tou-te-s ensemble exiger un réengagement financier massif de l'état dans l'université, pour un service public d'enseignement supérieur, gratuit, ouvert à toutes et tous.**

### **Nous revendiquons, pour un service public d'enseignement supérieur de qualité :**

#### **Réengagement financier de l'état dans l'éducation :**

- Annulation de l'augmentation de frais d'inscription dans les universités
- Construction de logements sociaux étudiants à la hauteur des besoins
- Augmentation massive du montant et du nombre de bourses
- Réengagement financier de l'Etat dans la recherche publique
- Augmentation du nombre de postes aux concours (CAPES, ...)

#### **Abrogation des décrets LMD-ECTS :**

- Maintien, habilitation du DEUG et de la MAITRISE et reconnaissance dans les conventions collectives
- Suppression de l'annexe descriptive attachée au diplôme
- Suppression ou rémunération des stages avec contrôle de la réalité pédagogique

#### **Retrait définitif de la loi de « modernisation » :**

- Retrait du décret permettant à l'université Paris-Dauphine de sélectionner ses étudiants
- Arrêt de toute activité commerciale dans les universités



**CNT FAURP**  
fau@cnt-f.orf  
www.cnt-f.org/fau/

**Fédération des syndicats  
SUD Etudiant**  
sud-etudiant@sud-etudiant.org  
www.sud-etudiant.org

